

“La force ne détruit pas le droit, s'écrie-t-il du haut de la tribune, la légitimité des races royales est un droit plus précieux pour les peuples que pour les races, mais quand la force domine dans un État, les particuliers ne peuvent que se soumettre, et les gens de bien doivent encore à la société le tribut de leurs efforts pour détourner de plus grands maux. Dans cette seule pensée. . . . je me sou mets à prêter le serment qui est exigé de moi.

Il y a deux phases distinctes dans le rôle politique de Berryer sous la monarchie de juillet.

Dans la première, les légitimistes ne croient pas à la durée du règne de Louis-Philippe : ils espèrent le voir renversé par une nouvelle révolution dont les excès provoqueraient une troisième Restauration. Plutôt la République que le duc d'Orléans, voilà le mot d'ordre. C'est à discréditer le gouvernement de Juillet que Berryer, soulevé par la presse légitimiste, va employer tous les moyens de discussion que la loi mettait à sa disposition. Avec une verve impitoyable, il se plaît à placer la monarchie nouvelle en face de toutes ses faiblesses, de celles surtout qui viennent de son origine ; il triomphe de ses embarras, de ses contradictions ; il harcèle la presse, la pousse, l'accule aux conséquences les plus extrêmes et les plus périlleuses de son principe. “Vous êtes une royauté fille de la révolution, lui dit-il, vous n'avez pas le droit de combattre votre mère.”

“Avec de tels principes, lui objecte Guizot, il n'y a pas de gouvernement possible.—Et qui vous dit le contraire, répliqua Berryer. Oui, sans doute avec de telles formes, il n'y a pas de gouvernement possible. Je comprends vos embarras, je les avais prévus. C'est pourquoi je protestais contre tout ce que vous faisiez et contre le principe que vous adoptiez. Mais il est adopté ce principe, adopté pour être la loi du pays. Je vis sous cette loi que vous m'avez faite, et il semit étrange que vous vinssiez me disputer les conséquences les plus naturelles, les plus immédiates des lois que vous avez posées.”

Pour battre en brèche cette monarchie détestée, Berryer n'hésite pas à faire alliance avec les républicains, à se faire avec eux l'écho éloquent des revendications les plus libérales. Les ministres, irrités de cette manœuvre, jettent à la droite des paroles amères. Guizot flétrit à la tribune l'alliance de ce qu'il appelait “l'alliance carlo-républicaine.” Berryer bondit